

*Accord de libre-échange*

Nous serons en mesure de diversifier nos activités, de développer nos industries secondaires et de consolider la viabilité et la stabilité économiques de notre région. L'Accord de libre-échange est avantageux pour le nord de l'Ontario. Comme je l'ai souligné, il contribue à la stabilité et au développement continu de notre région.

En tant que Canadien, l'Accord me paraît également bon. Pour notre pays, dont les trois quarts des exportations sont dirigés vers les États-Unis, le présent Accord prévoit certaines mesures contre les menaces protectionnistes que pourraient proférer les Américains. Nous avons tenté d'obtenir une plus grande sécurité d'accès au marché américain, et nous l'avons obtenue. La menace des mesures commerciales protectionnistes ne planera plus au-dessus de nos têtes. Jamais plus la porte du marché américain ne nous sera fermée.

L'Accord de libre-échange rend plus sûres les relations de notre pays avec ses voisins. Nous pouvons tirer des plans sur l'avenir en vue de renforcer et de diversifier notre économie, ce qui nous permettra de renforcer et de consolider nos programmes sociaux et le tissu même de notre pays.

Monsieur le Président, je terminerai en disant que, de John A. Macdonald avec sa détermination à élargir nos horizons vers l'ouest par le chemin de fer à John George Diefenbaker avec sa politique d'accès aux ressources conçue pour développer nos régions nordiques, le Parti progressiste conservateur et les gouvernements qu'il a formés ont toujours offert au peuple canadien une vision de l'avenir du pays. C'est un parti qui a toujours su tirer parti des forces de notre pays et de son peuple. Je suis très fier d'appartenir au gouvernement progressiste conservateur qui, cette semaine, assurera à tous les Canadiens un pays meilleur, plus fort, capable de croître et de prospérer pendant des siècles à venir.

**M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur d'intervenir dans ce débat après un autre représentant du nord de l'Ontario. C'est là-bas que j'ai grandi et je me demandais où lui-même avait grandi.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Sous un rocher.

**M. Walker:** Le problème, c'est qu'il ne reste plus de rochers.

● (0020)

S'il existe une région du pays qui devrait s'opposer à l'Accord de libre-échange, c'est bien le nord de l'Ontario que les multinationales ont pillée à qui mieux mieux. C'est dans cette région que le problème des pluies acides a commencé à se manifester. Il ne reste plus aucune mesure de protection dans tout le nord de l'Ontario. Ce qui n'empêche pas le député d'en parler. Il devrait avoir honte. Le mieux qu'il puisse faire maintenant, c'est de le

dire dans la circulaire des députés pour que ses électeurs puissent lire ses propos. Et il n'en faudra pas plus pour qu'il fasse partie de l'histoire après les prochaines élections.

Les conservateurs ont parlé de majorité au cours de ce débat. Parlons donc de la majorité à Winnipeg. Parce que la majorité dans cette ville est libérale. Et conformément à cette logique typiquement conservatrice, je parle maintenant au nom de Winnipeg pour expliquer pourquoi ses habitants sont contre le libre-échange. Ils s'y opposent parce que cette politique détruit l'économie de leur ville.

Pendant toute la campagne électorale, le *Winnipeg Free Press* a prétendu que toute préoccupation à propos du libre-échange était du négativisme. Et les hommes d'affaires sont intervenu à tour de rôle en faveur du libre-échange sous prétexte qu'il apporterait une grande prospérité à Winnipeg. Or, on disait en manchette dans le *Winnipeg Free Press* en fin de semaine qu'aucun nouvel emploi n'était prévu dans cette ville en 1989. Une fois envolées les belles paroles de la campagne électorale, il ne reste plus rien du tout pour les travailleurs de Winnipeg, aucun investissement nouveau à l'horizon.

Les députés d'en face nous taxent volontiers de négativisme. Mais quel plan ont-ils prévu pour assurer l'avenir du Winnipeg? Aucun.

Cette ville s'est taillé une réputation mondiale dans le domaine du commerce. Qu'il s'agisse du grain, du vêtement ou des finances, Winnipeg est une ville de commerçants par excellence. Le gouvernement dit que nous n'avons pas besoin de la protection offerte par la Commission canadienne du blé et il est en train de la démanteler. Il nous dit de ne pas nous inquiéter à propos des emplois dans l'industrie de la confection. Qui va défendre ces 7 000 travailleurs? Il s'agit d'emplois réels. Ce n'est pas une question d'attitude négative. C'est la vie des gens qui est en jeu. Il faut bien que quelqu'un essaie de les protéger.

On nous a dit que nous revenions sur les principes du débat déjà réglés. Durant la campagne électorale, les conservateurs disaient qu'ils protégeraient les travailleurs. Qu'ont-ils fait de cette protection? S'il y a une promesse que les conservateurs n'ont pas tenue, c'est bien celle de protéger les travailleurs.

Pendant qu'ils demandent aux Canadiens de leur faire confiance, ils reprennent 32 p. 100 des fonds destinés à la création d'emplois à Winnipeg. La ville n'a pas d'argent.

On nous dit de ne plus revenir sur les mêmes points, mais c'est ce que nous devons faire pour protéger les travailleurs. Quand nous demandons des comités d'enquête, on nous dit qu'ils ne sont pas nécessaires. Nous aurons à surveiller les conservateurs au cours des